

“Le CD&V ne peut plus se cacher derrière le PS”

Le débat sur le Ceta a fait réémerger la piste d'une refédéralisation de compétences. Simple gadget politique brandi pour des raisons stratégiques ou est-ce une vraie vague de fond qui aboutira à du concret ?

L'un n'empêche pas l'autre. A l'Open VLD, par exemple, il y a cette considération stratégique mais il y a aussi des gens qui sont vraiment convaincus de la nécessité de refédéraliser certaines compétences. Au CD&V, c'est différent. Son congrès a voté récemment en faveur de la refédéralisation mais Wouter Beke a tenté de minimiser car il ne soutient pas lui-même cette idée. La refédéralisation est réclamée par la base et, notamment, par les jeunes. Pas par le top du CD&V. Il y a une évolution fondamentale qui est liée au changement de générations : les jeunes Flamands ne sont plus imprégnés des vraies discriminations linguistiques qui ont inspiré le nationalisme flamand, ils ne les ont pas connues eux-mêmes.

Une évolution source de nouveaux conflits politiques...

Le fossé entre Flamands sur l'avenir de la Belgique est plus profond que jamais. D'un côté, il y a les partis qui parlent de re-

féderalisation. De l'autre, il y a la N-VA et le Vlaams Belang qui sont dans une logique de ne plus rien laisser ou presque à l'échelon belge. Avant, en Flandre, ce débat opposait ceux qui voulaient faire de la réforme de l'Etat une priorité et ceux qui ne voulaient pas en faire une priorité. Certains voulaient beaucoup régionaliser et d'autres un peu moins. Aujourd'hui, il y a une opposition sur la direction dans laquelle doivent aller les transferts de compétences.

Votre pronostic : y aura-t-il, demain, une véritable refédéralisation ? Régionaliser est déjà tellement compliqué...

Pas sûr, en effet. Mais il suffit qu'un parti nécessaire pour une majorité spéciale conditionne son soutien à de telles régionalisations pour que cela arrive. Ce qui est étrange, c'est qu'on n'entend pas les partis francophones dans ce débat.

Le débat politique et les polémiques viennent souvent de Flandre et occupent presque tout le terrain médiatique.

Depuis quelques années, le débat public est beaucoup plus vivant en Flandre qu'en Belgique francophone, il y a moins de tabous, le spectre des opinions est beaucoup plus large. L'avalanche d'opinions en

Flandre, tous les jours, peut être un peu fatigante mais, au moins, il y a un débat plus grand et plus ouvert. Par exemple, sur la question de l'immigration. Inversement, le Ceta est peut-être l'exception qui confirme la règle. C'est grâce au PS qu'il y a eu un débat en Flandre sur le Ceta, ce qui était bien d'un point de vue démocratique. C'est difficile à accepter pour certains Flamands...

Même chose : le gouvernement va-t-il tenir jusqu'en 2019 avec tous ces conflits ?

Je ne crois pas que le gouvernement va tomber. Pour l'instant personne n'a intérêt à aller aux élections, malgré tout. Mais il est vrai que le gouvernement fédéral rend visibles des conflits entre Flamands qui étaient cachés avant car on focalisait de manière obsessionnelle sur la présence du PS au pouvoir. Le CD&V ne peut plus désormais se cacher derrière le PS pour certains dossiers difficiles pour son arrière-ban syndical. Avant, il ne devait pas mener le combat car le PS avait déjà dit non. Aujourd'hui, le CD&V est à nu et doit mener certains combats par lui-même. Le gouvernement fédéral éclipse l'opposition en Flandre car les conflits ont déjà lieu au sein de la majorité...